

# **Protection des mineurs**

Cette page présente les directives de portée universelle, établies par le prélat de l'Opus Dei, ainsi que ,le protocole d'enquête approuvé par le vicaire régional du Liban. On trouvera également les moyens de contacter le coordinateur pour la protection des mineurs et des personnes vulnérables

2021/01/29

## **Sommaire:**

### **- Directives du Prélat**

### **- Protocole pour le suivi des plaintes dans la région du Liban**

### **- Informations et contact**

## **Directives du Prélat**

Le 22 février 2020, le prélat de l'Opus Dei a publié des directives qui constituent une adaptation à la réalité pastorale de la prélature des normes promulguées par le pape, notamment : Linee guida per la protezione dei minori e delle persone vulnerabili, du 26

mars 2019 ; motu proprio Vos estis  
lux mundi, du 7 mai 2019.

Les mesures et les procédures  
contenues dans ces directives  
visent à contribuer à un  
environnement respectueux et  
conscient des droits et des  
besoins des mineurs et des  
personnes vulnérables. Cela  
permettra d'éviter les risques  
d'exploitation d'abus sexuel et de  
mauvais traitements dans toute  
activité exercée dans les  
apostolats de la prélature. Ces  
lignes directrices s'adressent donc  
à tous les fidèles de la prélature,  
mais aussi aux personnes qui,  
d'une manière ou d'une autre,  
collaborent à ses initiatives  
apostoliques et de formation  
chrétienne.

## **Protocole pour le suivi des plaintes dans la Délégation du Liban**

Conformément aux dispositions du n° 27 des Directives du prélat, et en accord avec les normes en vigueur dans l'Église et le droit civil libanais, le 5 décembre 2020, le vicaire délégué de l'Opus Dei au Liban a approuvé un nouveau protocole pour l'instruction des plaintes et autres informations concernant les abus de mineurs qui auraient été commis dans le cadre des activités apostoliques et de formation chrétienne menées par la prélatrice de l'Opus Dei au Liban.

1) Allégations d'abus sexuels sur mineurs attribuées à des ecclésiastiques incardinés dans la

prélature, tant dans leur activité  
pastorale que dans tout autre  
domaine.

Dans le cas des prêtres ou des  
diacres incardinés dans la  
Prélature, ces normes sont une  
aide à l'application des  
dispositions de droit universel  
contenues dans le can. 1717 du  
Code de Droit Canonique, et dans  
le motu proprio Sacramentorum  
sanctitatis tutela du 30 avril 2001  
(version en anglais), mis à jour le  
21 mai 2010. Elles sont basées sur  
les indications données par la  
Congrégation pour la Doctrine de  
la Foi, dans sa Lettre circulaire du  
3 mai 2011, ainsi que sur les  
normes les plus récemment  
publiées par le Pape François.

2) Allégations d'abus sexuels sur mineurs attribuées à des fidèles laïcs qui travaillent ou collaborent à une œuvre apostolique de la prélatrice :

a) La prélatrice de l'Opus Dei n'assure une attention pastorale qu'aux entités qui, travaillant avec des mineurs, disposent de chartes de bientraitance ou de Protocoles de prévention et d'action qui promeuvent à tout moment un environnement sûr pour les mineurs, sont conformes à la législation en vigueur et prévoient une action diligente en réponse à toute plainte.

b) Les fidèles laïcs de la prélatrice, hommes et femmes, sont soumis, comme tout citoyen, aux lois civiles de chaque pays. Chacun a

l'entière responsabilité de ses  
actes.

c) Les fidèles laïcs – qu'ils soient ou non de l'Opus Dei – qui travaillent ou collaborent comme employés et bénévoles dans des entités ou des projets qui sont des initiatives apostoliques de la Prélature, sont tenus de respecter les normes et les protocoles pour la protection des mineurs approuvés par les responsables de ces institutions.

d) Si la personne dénoncée d'abus sexuels sur un mineur est un fidèle laïc occupant des postes et des fonctions pour lesquels il a été désigné par les autorités de la prélature, le vicaire régional du Liban devra enquêter avec prudence et prendre toutes les

mesures qu'il juge opportunes,  
dans le plein respect de la  
présomption d'innocence.

3) Le Protocole fait référence à la  
législation libanaise en vigueur,  
que les autorités de la prélatrice  
respecteront lorsqu'elles recevront  
une dénonciation.

### **Informations et contact**

Ceux qui le souhaitent peuvent  
s'adresser au coordinateur pour la  
protection des mineurs, sans  
préjudice des autres autorités  
compétentes pour ces affaires.

Nom: Fadi el Chaer

Téléphone: +961 3 700071

Courrier électronique :  
fadielchaer@hotmail.com



.....

pdf | document generated automatically  
/https://opusdei.org/ar-lb/article from  
(2026/01/17) /Hmy-lqSryn